

LA SEUM' AINE

Semaine Énergée contre l'Université Marchande



Film
Stands
Ateliers
Bouffes pop'
Conférences

21.11-
24.11



CLAF

Libéralisme en cours... au secours !

Le **libéralisme** est issu des révolutions politiques du 18^e siècle qui consacrent la domination des classes bourgeoises de nombreux pays occidentaux. Cette idéologie permet de justifier la fondation et l'extension des rapports de production capitalistes. Le *laissez-faire* des marchés serait censé permettre des échanges économiques optimaux.

Le **néolibéralisme** désigne quant à lui un ensemble de doctrines économiques et politiques, apparues à la fin du 20^e siècle. Contrairement au *laissez-faire* des marchés d'un régime libéral, l'État néolibéral a comme rôle d'organiser la concurrence capitaliste et de préserver l'existence de ce système. Cela se traduit par des privatisations, des baisses d'impôts et le démantèlement de l'État social. Quand on parle de néolibéralisme, on parle de contextes où les intérêts capitalistes sont préservés par l'État.

Par privatisation, on entend la **privatisation de services publics**, comme les transports, l'énergie, l'eau, etc. Dès que ces services sont privatisés, ils sont soumis à la logique du capital : leurs propriétaires en tirent le plus de bénéfices possible, en détériorant la qualité de l'offre et les conditions de travail (1).

Les **baisses d'impôts** consistent en une baisse des recettes de l'État.

Par exemple, la réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA), adoptée en 2019, qui a diminué l'imposition des entreprises.

Aux baisses d'impôts s'ajoute une réduction des taxes en général, et particulièrement des droits de douane. La libéralisation des échanges économiques internationaux profite aux pays riches, qui peuvent importer à moindre coût des produits bruts, et exporter des produits à forte valeur ajoutée (2).

La conséquence directe des baisses d'impôts, et donc des recettes fiscales, est le **démantèlement de l'État social**. L'État a moins d'argent, il réduit alors ses prestations pour la population. En Suisse, cela se présente par exemple avec une dégradation du système de retraite (3).

Cependant, les néolibéraux ne veulent pas renoncer totalement à l'État, mais seulement à son rôle social. L'État néolibéral est réduit aux fonctions de contrôle de la population et de protection des intérêts capitalistes, à savoir la police, l'armée et la justice. C'est ainsi que le budget de l'armée suisse ne cesse d'augmenter, et que la police réprime fortement toutes les atteintes à la propriété privée (4).

Le néolibéralisme s'implémente et s'élabore également au sein des universités suisses.

En conséquence, l'université se soumet à une logique marchande. Ça se matérialise sur plusieurs aspects comme :

1. La production de savoirs marchands et marchandisés

- Les universités ne sont plus orientées vers la transmission du savoir, mais l'acquisition de compétences destinées au marché de l'emploi (5). L'université devient l'antichambre du marché de travail où les étudiant.e.x.s sont discipliné.e.x.s à leur futur rôle comme force de travail au sein de la société de classes qui les attend.
- Les buts de la recherche sont trop souvent orientés vers les intérêts du marché. Les chercheur.euse.x.s sont souvent contraintes de privilégier des domaines de recherche profitables. (6)
- L'université est elle-même productrice du néolibéralisme : l'enseignement de la doctrine néolibérale, sans regard critique, au sein de la GSEM (Geneva School of Economics and Management), par exemple, lui donne la légitimité d'une discipline scientifique, et le statut de savoir neutre, ou de seul savoir par défaut. L'existence du centre genevois de philanthropie de l'UNIGE, cofinancé par des fondations privées (Lombard Odier par exemple), légitime, normalise et valide implicitement ces pratiques (qui, loin d'être désintéressées, permettent souvent une réduction d'impôts importante ou encore un contrôle privé sur l'objet de la donation), tout en dotant ces fondations d'un badge d'honneur académique et d'un lien particulier avec l'UNIGE.

2. L'université comme actrice du néolibéralisme

Au-delà d'enseigner des branches économiques en dehors des contextes sociaux qui les ont produit, l'université invite véritablement le capitalisme dans nos bâtiments. Elle mandate des entreprises privées pour assurer des services tels que les cafétérias, le nettoyage, etc. Ces entreprises se font du profit au sein d'établissements publics. Ce sont des conséquences du démantèlement de l'État social et de la privatisation de secteurs entiers.

3. Étudiant.e.x.s dans un processus de production

Différents aspects ancrent les étudiant.e.x.s dans des processus de production:

- Les taffs étudiants (nécessaires pour le fonctionnement d'une économie néolibérale), sont souvent des contrats précaires demandant une grande flexibilité et fonctionnant au contrat-horaire, ayant pour conséquence lorsqu'on est malade qu'on ne touche pas le salaire pour les heures manquées, entre autres.

Pourquoi la CUAE organise la SEUM'AINE ?

Mi-novembre se tient à l'Université de Genève (UNIGE) la semaine de l'entrepreneuriat. Cet événement, coorganisé notamment par l'UNIGE et la Fédération des entreprises romandes (FER), est une semaine de propagande entrepreneuriale au sein des murs de l'université.

C'est un symptôme visible de la pratique du partenariat public-privé, et plus largement du néolibéralisme omniprésent au sein de l'université. Ce n'est pas un événement neutre : c'est la promotion active d'un certain modèle économique, le modèle néolibéral.

Afin de répliquer contre celui-ci, parce que nous pensons que des alternatives sont possibles et souhaitables, nous organisons la SEUM'AINE. Nous souhaitons par ailleurs en apprendre plus sur les liens entre le néolibéralisme et l'université.

Néolibéralisme à l'université, ça veut dire quoi ?

Université et néolibéralisme sont liés en dehors du simple contexte de la semaine de l'entrepreneuriat. Voici quelques éléments pour comprendre et illustrer ces liens.

Historiquement, le **processus de Bologne** (1999) amorce la transition des universités vers un fonctionnement néolibéral. Concrètement, il s'agit d'harmoniser les systèmes d'éducation et de recherche. Suppression de réglementations, nivellement entre les universités : il s'agit d'organiser la concurrence inter-universités au sein du système européen.

Tout ce qui était jusqu'ici soustrait à la logique capitaliste doit y être intégré ; ici, c'est l'éducation.

En 2008, la **loi sur l'université (LRU)** renforce cette néolibéralisation. Elle s'appuie sur l'autonomie financière de l'université - comprenant par là que celle-ci peut se financer comme elle le souhaite - ce qui mène dans les faits à une dépendance aux financements privés, et donc à une perte d'autonomie, notamment en ce qui concerne la recherche académique.

- Les prêts étudiants contractés pour financer les études, qui s'inscrivent alors dans une dynamique de rentabilité, nécessaire pour rembourser l'emprunt. Apprendre doit servir à gagner.
- Les étudiant.e.x.s sont instrumentalisé.e.x.s afin de légitimer - par leur travail académique, la réussite ou l'échec de leurs examens, leur présence au sein des facultés - l'existence même de l'institution universitaire et la forme néolibérale que prend celle-ci.

Tu veux en apprendre plus ? Tu as des choses à partager sur le sujet ? Tu ne veux pas d'une uni encore plus néolibérale et au service du capitalisme ?

Viens du 21 au 24 novembre à la Semaine Enervée contre une Université Marchande pour participer aux tables rondes, conférences, ateliers, bouffes pop', projections de films et bien plus encore ! Ça sera l'occasion de se renseigner et d'écouter des chercheur.euse.x.s sur la question, d'avoir des réflexions quant au futur des universités, de chercher des solutions, de discuter et de se rencontrer !

(1) Au Royaume-Uni, par exemple, les chemins de fer ont été privatisés à la fin du 20e siècle. En 2018, les trains britanniques étaient les plus chers d'Europe, avec des infrastructures et des conditions de travail catastrophiques. Voir par exemple les péripéties du développement de la ligne HS2.

(2) Par exemple, l'accord de libre-échange AELE entre la Suisse et l'Indonésie, entré en vigueur en 2022, permet à l'Indonésie de vendre en Suisse de l'huile de palme, tandis qu'en Suisse cet accord profite particulièrement au secteur horloger.

(3) L'année dernière, la réforme AVS21 a réhaussé l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. La réforme de la Loi sur la prévoyance professionnelle (LPP), adoptée par le parlement en début d'année, va aussi faire baisser le montant des rentes.

(4) On peut par exemple citer l'évacuation forcée et violente de la ZAD de la Colline ou de l'occupation de la rue Royaume en début d'année.

(5) Par exemple, l'EPFL forme ses étudiant.e.x.s à intégrer l'obsolescence programmée dans la conception de produits.

(6) En effet, les recherches visant à développer des technologies profitables aux capitalistes sont favorisées par les financements privés.

Qui participe à la SEUM'AINE ?



La BLÉD : La BLÉD, pour Bibliothèque Limitrophe d'Ébruitement Décoloniale, est une bibliothèque décoloniale située en ruralité. Elle réunit des textes, musiques, films et fanzines qui défendent des positionnements décoloniaux. Elle cherche à soutenir les luttes populaires, universitaires, anticapitalistes, antifacistes, écologiques, artistiques, lgbtqip2saa, queer ou féministes.

L'infokiosque du silure : Le silure est un centre de luttes autonomes à Genève. Parmi d'autres activités, il conserve une grande collection de livres et tient des permanences de bibliothèque les mardis et les vendredis. L'infokiosque du silure se déplacera dans le hall d'Uni Mail avec une sélection de livres et de brochures.



La Farce : L'association La FARCE est une épicerie gratuite à Genève, pour les étudiant.e.x.s des hautes écoles et de l'UNIGE. Elle propose des distributions de denrées alimentaires de manière inconditionnelle et sans justificatif financier. Elle agit contre la précarité et le gaspillage alimentaire.

Le Nadir : Le Nadir est l'espace autogéré dans le coin du bâtiment d'Uni Mail qui est géré par des étudiant.e.x.s et qui est ouvert à tou.te.x.s pendant ses heures d'ouverture. De plus, tous les mercredis midis, le Nadir organise une bouffe populaire (repas à prix libre) conviviale.



AEVelo / unicycle : L'AEVelo (Association des étudiant.e.x.s à vélo de l'Université de Genève) est une association étudiante qui tient notamment unicycle qui est un atelier de réparation et d'entretien de vélos.

MACO : La MACO (Manufacture Collaborative) est un espace inédit qui rassemble divers acteurs de l'économie circulaire et durable à Genève. Elle propose une ressourcerie, une fabrique (artisanale et numérique) et la mezzanine, regroupant des ateliers de création. Elle donne accès à des matériaux de réemploi, des outils, des machines et des savoir-faire.

MACO



La manivelle : La Manivelle est une bibliothèque d'objets à Genève qui réunit plus de 4'000 objets. Elle permet la mise en commun de biens et matériels peu souvent utilisés. Il est possible d'emprunter des objets en tous genres sans devoir les acheter.

Hugo Harari-Kermadec est socio-économiste à l'université Paris-Saclay. Il a notamment rédigé *Le classement de Shanghai. L'université marchandisée*.

Olivia Chambard est chercheuse affiliée et professeure en sciences sociales à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Elle a notamment rédigé *Business Model: L'Université, nouveau laboratoire de l'idéologie entrepreneuriale*.

Christian Topalov est sociologue et directeur d'études à l'EHESS. Il a notamment rédigé *Gouverner la science*.

Libero Zuppiroli est professeur de physique à l'EPFL. Il a notamment rédigé *La bulle universitaire. Faut-il poursuivre le rêve américain ?* qui parle de la lourdeur de la recherche de fonds pour les chercheuses.

Maud Simonet est directrice de recherche en sociologie au CNRS. Elle travaille notamment sur le travail gratuit et le travail invisible.

Eric Fassin est un sociologue français spécialiste des études genre et professeur à l'université Paris VIII. Il travaille notamment sur la politisation des questions sexuelles et raciales.

Programme de la SEUM' AINE

MARDI 21.11

MERCREDI 22.11

JEUDI 23.11

VENDREDI 24.11

| | | | | |
|--------------------------|--|--|---|--|
| <p>Midi</p> | <p>Bouffe pop' 12h-14h, hall d'Uni Mail <i>Prix libre, végété ou vegan</i></p> | <p>Bouffe pop' du Nadir 12h-14h, au Nadir <i>Prix libre, vegan</i></p> | <p>Bouffe pop' 12h-14h, hall d'Uni Mail <i>Prix libre, vegan</i></p> | <p>Atelier autour des pédagogies antiracistes 12h15-14h, au Nadir Mené par la bibliothèque décoloniale la Bléd <i>Gratuit</i></p> |
| <p>Après-midi</p> | <p>Stands 12h-16h, hall d'Uni Mail <i>La Farce Épicerie gratuite pour étudiant.e.x.s - tartines gratuites, La Manivelle, la Maco</i></p> <p>Ateliers Réparation et entretien de son vélo 12h15-13h45/14h15-15h45, hall d'Uni Mail <i>Unicycle Prix libre</i></p> | <p>Free shop 13h-17h, hall Uni Mail <i>La CUAÉ</i></p> | <p>Infokiosques et brocante de livres 12h-16h, hall Uni Mail <i>La Bléd, l'Infokiosque du Silure, la CUAÉ Gratuit ou prix libre</i></p> <p>Ateliers Réparation et entretien de son vélo 12h15-13h45/14h15-15h45, hall d'Uni Mail <i>Unicycle Prix libre</i></p> | <p>Conférence "Paie ton genre" : le rôle du genre dans le travail bénévole et la néo-libéralisation des études genre 18h30, MR290 (Uni Mail) avec Maud Simonet et Eric Fassin</p> |
| <p>Soirée</p> | <p>Projection <i>It's a Free World, de Ken Loach</i> 18h30, A150 (Sciences II) <i>Gratuit Suivie d'un apéro</i></p> | <p>Conférence <i>Idéologie entrepreneuriale et classement de Shanghai : les deux faces d'une même pièce</i> 18h30, MR280 (Uni Mail) avec Olivia Chambard et Hugo Harari-Kermadec <i>Gratuit Suivie d'un apéro</i></p> | <p>Conférence <i>Faire de la recherche ou rechercher des fonds ?</i> 18h30, MS130 (Uni Mail) Intro : ADA et ACCORDER avec Christian Topalov et Libero Zuppiroli <i>Gratuit Suivie d'un apéro</i></p> | <p>Fête Sous le SEUM, les platines dès 21h, au Nadir <i>Prix libre</i></p> |